

EXTRAIT N°1

Sortir de l'annualité du PLFSS pour passer à un **ONDAM pluriannuel** (nécessité d'une loi organique). Faire de l'ONDAM l'expression d'une **politique de santé** et non un seul objectif de finances publiques.

EXTRAIT N°2

Augmenter la part de la qualité dans le financement pour qu'elle soit au **cœur des pratiques et des priorités managériales**, en ville, à l'hôpital et dans le médico-social, sur la base d'**indicateurs fiables** et faisant sens.

EXTRAIT N°3

Le **développement durable est l'affaire de tous** et le Ségur de la Santé doit être l'occasion d'engager un **plan d'action ambitieux** pour **réduire l'empreinte environnementale** des établissements de santé et des établissements médico-sociaux. Cela suppose de **revisiter l'ensemble des processus** à la lumière de ce nouvel objectif, et peut permettre des gains en exploitation, y compris à court terme (exemple des déchets). S'agissant des projets d'investissements immobiliers, la contrainte budgétaire a souvent amené à ne pas prioriser la dimension de développement durable ; Il est donc important désormais de faire du respect des normes de développement durable et de la **réduction des externalités environnementales négatives un objectif incontournable**.

Celui-ci doit s'accompagner d'une plus grande lisibilité dans les établissements des différents guichets d'aides au financement des investissements requis.

EXTRAIT N°4

Intégrer le développement durable dans l'ensemble des processus des établissements de santé et médico-sociaux (achats, circuits logistiques, gestion des déchets, gestion des fluides et de l'énergie, restauration, etc.).

EXTRAIT N°5

Optimiser la gestion des déchets à risque infectieux. Il s'agit notamment de réaliser un prétraitement des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRI) à l'aide de banaliseurs pour pouvoir les traiter comme des déchets ménagers classiques.

EXTRAIT N°6

Intégrer dès le départ de tout nouveau projet d'investissement la dimension développement durable.

EXTRAIT N°7

Impulser des politiques de **santé environnementale**. Relayer les **actions de veille et de sécurité sanitaire**. Engager des **actions ciblées en direction de populations spécifiques** sur des territoires cumulant le plus de risques, dans une logique d'« aller vers ».